

tions agricoles du pays. C'est là le nouveau projet des conservateurs.

Lorsqu'ils auront fait chuter les prix, acculé les agriculteurs à la faillite et exaspérés ces derniers au point de leur enlever tout espoir, ils pourront alors intervenir et acheter leurs exploitations agricoles pour une bouchée de pain. C'est alors qu'ils pourront commencer à réorganiser et à restructurer l'agriculture, afin de la concentrer entre les mains de quelques sociétés. Tout à coup, nous aurons un nouveau système au Canada.

Monsieur le Président, je tiens à vous dire que ce n'est pas la seule façon de procéder. À une époque, au Canada, le succès de l'agriculture n'était pas simplement évalué en fonction des résultats financiers. Il n'était pas question de se servir de la règle à calcul ou de l'ordinateur, comme l'a fait aujourd'hui le ministre des Transports. Nous jugions à l'époque qu'il y avait un certain caractère sacré dans la présence fédérale et dans les programmes fédéraux qui permettaient d'assurer la stabilité de certains types de localités. On croyait qu'il fallait maintenir la notion d'une exploitation familiale, ne serait-ce que du fait qu'il s'agissait de la pierre angulaire d'un mode de vie, de petites localités, de villes et de villages. Or, tout cela disparaît graduellement au Canada.

Permettez-moi de vous parler d'une parente à moi, commissaire d'école tout juste à l'extérieur de North Battleford. J'ai déjeuné avec elle récemment et nous avons parlé du rôle des commissaires d'école dans une municipalité rurale. Elle se demandait surtout comment arriver à garder un professeur de sciences à l'école secondaire lorsqu'on sait qu'il va falloir augmenter la taxe foncière de sept ou huit points et que les agriculteurs ne pourront pas la payer. Elle savait par contre que si le professeur de sciences était congédié, les enfants ne recevraient pas une aussi bonne éducation que dans les villes. Ce sont des décisions déchirantes comme celle-là que les petites villes doivent prendre. Pour ces gens-là, la réponse ne réside pas dans une simple opération mathématique; elle pose un véritable problème humain. La décision, une fois prise, fera disparaître un mode de vie.

C'est le même phénomène qui se produit lorsque le gouvernement fédéral ferme un bureau de poste ou une gare de chemin de fer et réduit davantage ses services au lieu de donner à ces collectivités l'impression qu'il se soucie de leur sort. Elles vont renoncer. Elles ont déjà

abandonné la partie. Des centaines de milliers d'agriculteurs quittent leurs fermes parce qu'ils ont perdu tout espoir.

Le projet de loi que nous examinons aujourd'hui est plus qu'une décision isolée visant à réorganiser le programme agricole. C'est un grave coup porté à un mode de vie et à un ensemble de collectivités qui revêtent une grande importance pour le Canada. Nous en paierons très cher les conséquences.

Pendant combien de temps encore durera ce massacre, c'est difficile à dire. Nous ne savons pas où il s'arrêtera ni comment il se poursuivra. Ce que nous savons, c'est que si des mesures législatives comme celle-ci sont encore adoptées, et nous en voyons de plus en plus, les Canadiens se sentiront encore plus exilés dans leur propre pays, encore plus abandonnés par leur propre gouvernement, n'ayant plus ce sentiment d'appartenance qui les identifiait tant que Canadiens.

M. Mills: Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue qui a parlé si éloquemment et si pertinemment de ce qui arrive à l'exploitation familiale au Canada. En tant que représentant d'une circonscription urbaine, mon collègue a touché un facteur que beaucoup de citoyens comprennent, c'est le caractère sacré de la vie lorsqu'une famille vit et travaille dans une exploitation agricole, c'est la bienveillance, l'accessibilité, la passion et l'homogénéité de ces familles. Beaucoup d'entre nous qui sont citoyens cherchent des façons de préserver l'exploitation familiale.

Voici ma question: quel conseil pouvez-vous donner aux millions de Canadiens qui s'intéressent à l'exploitation familiale? Quelles mesures peuvent prendre les citoyens pour s'assurer qu'un gouvernement national accorde à l'exploitation familiale l'attention et l'appui nécessaires?

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, voilà une bonne question, qui n'a pas été posée assez souvent par ceux qui vivent dans nos régions urbaines. Nous oublions nos racines trop rapidement. La plupart d'entre nous sommes des migrants; c'est le cas de ma famille. Mes grands-parents étaient cultivateurs en Saskatchewan, il y a une ou deux générations. Quand nous nous installons en ville, nous oublions très vite que nous ne sommes pas si loin et que notre bien-être dépend dans